

Recherche UCLouvain

Filière cacao : rendre les engagements plus efficaces

EN BREF :

- Seulement **un quart** de la production mondiale de **cacao** est commercialisée sous un engagement de **développement durable**, selon une étude belgo-néerlandaise
- Les engagements, essentiellement pris par les multinationales, sont **peu efficaces** car ne s'attaquent pas aux racines des problèmes
- Les chercheurs en appellent à un effort coordonné pour « **combler le fossé entre la rhétorique de la durabilité et la réalité** »

ARTICLE : [HTTPS://DOI.ORG/10.1016/J.GLOENVCHA.2023.102696](https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2023.102696)

CONTACT PRESSE :

Patrick Meyfroidt, chercheur à l'Earth and Life Institute de l'UCLouvain : **0474 38 16 88**, patrick.meyfroidt@uclouvain.be

Erasmus zu Ermgassen, chercheur à l'Earth and Life Institute de l'UCLouvain : **0456 40 46 07**, erasmus.zuermgassen@uclouvain.be

Ces dernières années, des labels « durables » et « équitables » ont fait leur apparition sur les étiquettes de chocolat. **Mais quel est le poids des engagements en faveur du développement durable dans le secteur du cacao ?** Pour le déterminer, des chercheur·ses de la Vrije Universiteit Amsterdam et de l'UCLouvain ont analysé la couverture et les lacunes des engagements en matière de durabilité sur les exportations de fèves de cacao dans 8 pays représentant 80% des expéditions dans le monde. Ces engagements comprenaient notamment : transparence, traçabilité, déforestation, travail des enfants, agroforesterie, etc.

Résultats ? A peine **un quart (26%) du cacao commercialisé l'est sous un engagement de développement durable**, indique l'étude publiée dans *Global Environmental Change*. Parmi ces engagements, il y en a peu en matière de lutte contre la dégradation forestière et de revenus du travail.

Pourquoi si peu d'engagements ? D'abord, la plupart des engagements ne couvre pas l'approvisionnement indirect par des intermédiaires locaux. Ensuite, les chercheur·ses notent également que les engagements « durables » sont surtout pris par les **multinationales** et non par les négociants nationaux². Les multinationales concentrent leurs engagements sur certains marchés et sur certains enjeux très médiatisés, négligeant les marchés et enjeux moins « visibles ».

En conséquence, les engagements pris par les négociants ont peu d'effets vertueux. Il existe des **lacunes importantes** dans l'adoption et la mise en œuvre de ces engagements ce qui compromet leur efficacité potentielle. Le **faible taux de traçabilité et de transparence** dans la filière cacao constitue un obstacle majeur à la mise en œuvre et au suivi à grande échelle de ces engagements. **22%** seulement des **négociants** déclarent être en mesure de **retracer** ne fut-ce qu'une partie de **leur cacao jusqu'aux coopératives** agricoles et seulement 8% divulguent ouvertement l'identité de leurs fournisseurs.

² le marché du cacao est un marché très concentré, où 7 entreprises commercialisent 62% des volumes mondiaux.

Conclusion : les **engagements volontaires ne suffisent pas** à résoudre de manière systémique les problèmes sociaux et environnementaux, car ils manquent de vérification externe ou ne s'attaquent pas aux racines des problèmes. « *Des efforts coordonnés de la part des entreprises et des gouvernements pour rendre les initiatives de la chaîne d'approvisionnement durable transparentes, contrôlables et applicables sont nécessaires pour que le secteur du cacao parvienne à combler le fossé entre la rhétorique de la durabilité et la réalité* », concluent les chercheur-es.

Et il y a urgence : le **manque de traçabilité** de la filière est un **facteur aggravant** de la **déforestation** en Afrique de l'Ouest³. La Côte d'Ivoire et le Ghana, les deux plus grands producteurs mondiaux, ont respectivement perdu plus de 90% et 65% de leur surface forestière depuis 1950.

³ www.nature.com/articles/s43016-023-00751-8 et iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/acad8e